

2 Chapeau les finissants!



3 Un prix d'excellence pour Louis Phaneuf



5 Cinq projets de recherche sur les collaborations écoles-entreprises

8 Je donne, je change

## Rapport de l'ombudsman 1996-1997

# Des chiffres et des lettres

Le Rapport annuel de l'ombudsman pour l'année 1996-1997 a été soumis récemment au Conseil d'administration de l'UQAM. Mme Denise Pelletier, dont l'affectation temporaire au poste d'ombudsman vient déjà de prendre fin, y dresse un portrait global des dossiers traités et formule des recommandations visant à prévenir les problèmes récurrents ou ceux dont les impacts sont plus lourds. Fait nouveau, on demande à l'Université de formaliser dorénavant les suites qu'elle entend donner au rapport de l'ombudsman en présentant au Conseil d'administration un bilan des mesures prises au cours de l'année qui suit. Selon Mme Pelletier, «cette recommandation a été bien accueillie et on sent une volonté institutionnelle d'y donner suite».

### Des chiffres

Pour la période du 1er juin 1996 au 31 mai 1997, le nombre de demandes d'interventions s'est élevé à 516 et les personnes qui ont eu recours aux services de l'ombudsman appartaient, plus de huit fois sur dix, à la population étudiante, ce qui correspond, grosso modo, aux tendances observées au cours des cinq dernières années. Parmi les situations qui ont suscité le plus de requêtes, l'évaluation des études se situe au premier rang. Suivent ensuite la perception des frais de scolarité et d'animation sportive, l'inscription et l'encadrement administratif. La majorité des requêtes ont été des consultations où le rôle de l'ombudsman a consisté à intervenir de manière informelle dans le but d'amener les personnes en cause à reconsidérer leur position. Néanmoins, 90 plaintes formelles ont été déposées et 32 ont été jugées fondées. «Cette classification entre consultations et plaintes formelles, rappelle Mme Pelletier, ne permet pas de préjuger de la gravité des problèmes rencontrés: des situations problématiques, aux conséquences parfois fort douloureuses, ayant pu être résolues à l'amiable».

### Et des lettres

Le rapport annuel 1996-1997,

plus narratif que par le passé, permet au lecteur d'avoir un portrait global tant des problèmes rencontrés, que des conséquences qu'ils entraînent. Au chapitre de l'évaluation des études, qui demeure au centre des interventions, l'ombudsman relève d'importantes lacunes: délais outrepassés pour la remise des notes, manque de précision ou non-respect des ententes d'évaluation, difficulté d'accès aux travaux ou examens corrigés, évaluation des stages insuffisamment balisée ou expliquée, problèmes d'application des processus de modification et de révision de notes. Des personnes se sont également adressées à l'ombudsman en raison, notamment, de problèmes de facturation, de délais jugés trop courts pour procéder à une demande d'annulation de cours avec remboursement, de difficultés à obtenir la bonne information auprès de services ou de responsables académiques, de problèmes liés à l'émission du grade qui, parfois, ont retardé l'accès à l'emploi.

### Des recommandations

En résumé, l'ombudsman recommande que les décanats assurent une formation appropriée aux directeurs de programmes et de départements, ainsi qu'au personnel de soutien concerné, afin que ces personnes connaissent le mieux possible les dispositions réglementaires qu'elles sont chargées d'appliquer auprès des étudiants. De plus, il est recommandé d'assurer un suivi plus rigoureux des procédures de modification et de révision de notes ainsi que des échéances en ce qui concerne les délais de remise de notes. On suggère en outre de sensibiliser les enseignants à l'importance d'ententes d'évaluations claires. Compte tenu des conséquences qui peuvent y être associées, on recommande aux programmes comportant des stages, d'établir un meilleur encadrement permettant le dépistage précoce des difficultés pouvant mener à des échecs en fin de parcours. Enfin, il est proposé de revoir les modalités de facturation aux études avancées.

## Le virage ambulatoire et son impact sur les femmes

# Suffisamment d'indices de dérapage pour poursuivre l'investigation

Sur fond de crise financière étatique et de lutte au déficit se profile une nouvelle idéologie: celle des familles promues, par l'État, au rang de premières responsables des jeunes en difficulté, des convalescents, et des personnes âgées ou psychiatriquées. Malgré les problèmes sociaux croissants, on assiste en effet à un transfert massif, vers le milieu familial, de responsabilités jusqu'ici dévolues aux professionnels du secteur public. C'est dans ce contexte que la société québécoise a pris le controversé virage ambulatoire, que d'aucuns confondent avec la restructuration du système de santé et du réseau hospitalier. Selon la professeure Nancy Guberman, du département de travail social,\* on se doutait bien que pour les femmes, l'impact serait considérable, puisqu'elles occupent d'un bout à l'autre de l'échiquier des positions névralgiques: travailleuses dans les hôpitaux et les CLSC, elles sont directement touchées par les chambardements en cours dans ces établissements; à titre de membres de la communauté, plusieurs d'entre elles ont aussi vécu l'expérience du virage ambulatoire, soit personnellement à



Nancy Guberman, professeure au département de travail social.

titre de « bénéficiaires », soit parce qu'un proche a été dans cette situation.

C'est à ces femmes que s'intéressait récemment une équipe de chercheurs québécois, dans le cadre d'une étude exploratoire intitulée: *Incidences du virage ambulatoire et*

*des mesures d'économies sociales sur les femmes du Québec.* Cinq régions ont fait l'objet de cette exploration, dont celle de Montréal, dirigée par Mme Guberman. Les responsables en région: Denyse Côté, coordonnatrice (UQASH), Francine Saillant et Éric Gagnon (Université Laval), Marielle Tremblay (UQAC) et Nicole Thivierge (UQAR). Une subvention de 60 000 \$ a été attribuée à cette fin par Condition féminine Canada, le tout en marge d'un programme pan-canadien du Gouvernement fédéral, destiné à mesurer l'impact sur les femmes des coupures dans les transferts de paiement aux provinces.

Quelques précisions méthodologiques de Mme Guberman. Dans chaque région, à partir d'un échantillonnage relativement limité mais significatif, des entrevues en profondeur ont été réalisées auprès de travailleuses du réseau de la santé, de même que des entrevues de groupes auprès de femmes ayant vécu, directement ou indirectement, l'expérience du virage ambulatoire. Compte tenu de la grande confusion

Voir *Virage en page 2*

## Bonification du régime professoral de retraite

# Trente-quatre professeurs ont fait la «grande» demande

Au printemps dernier, le service des ressources humaines annonçait, à la suite de la signature d'une entente avec le syndicat des professeurs et professeures de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ), la mise en oeuvre d'un programme temporaire de bonification des conditions d'accès à la retraite destiné aux professeurs. Voici un bref aperçu de sa raison d'être, de ses caractéristiques fondamentales et de ses premiers résultats.

### Les objectifs

«Notre programme poursuit

deux buts essentiels, de préciser Brigitte Groulx, directrice-personnels enseignants au service des ressources humaines. Le premier est de permettre le renouvellement et le rajeunissement du corps professoral tandis que le second vise, ce qui va quelque peu de soi, une économie de masse salariale par le comblement étalé des postes vacants. D'ailleurs, l'entente signée avec le SPUQ prévoit que les postes devenus vacants en fonction de notre programme seront comblés dans une proportion de 25 % pour chacune des quatre années suivant la date des départs.»

### Le programme

Ce programme temporaire comporte deux volets. Le premier, intitulé «Modifications des conditions d'accès à la retraite anticipée», a été élaboré à l'intention des professeurs de 60 ans et plus qui souhaitent quitter l'Université. Il comprenait, entre autres, une prime d'un an de salaire, nonobstant l'âge et l'expérience. Trois dates d'inscription à ce volet ainsi qu'un contingentement des départs avaient été fixés de façon

Voir 34 professeurs en page 2

## Collation des grades 1996-1997

## Chapeau aux finissants!



Arold Blanchet

Les finissants méritants de l'École des sciences de la gestion, soit ceux ayant obtenu une moyenne cumulative égale ou supérieure à 4,0 pour l'ensemble de leur programme d'études, en compagnie, de M. Pierre J. Jeannot, Chancelier de l'UQAM, de Mme Lynn Drapeau, vice-rectrice à la formation et à la recherche, de M. André Bérard, président du Conseil de la Banque Nationale du Canada, de la rectrice de l'UQAM, Mme Paule Leduc et de M. Patrick C. Robert, directeur de l'École des sciences de la gestion.

Le 3 octobre dernier, à la salle Wilfrid-Pelletier de la Place des Arts, c'était jour de fête pour un millier de finissants qui voyaient enfin leur persévérance récompensée. Arborant fièrement toge et mortier, les nouveaux diplômés de l'UQAM ont célébré leur réussite en présence de leurs proches.

Pas moins de trois cérémonies de remise des diplômes ont eu lieu dans la journée. La première, qui s'est déroulée en matinée sous la présidence d'honneur du sociologue Guy Rocher, réunissait environ 350 diplômés des secteurs des Lettres et

communications et des Sciences humaines. Puis, dans l'après-midi, plus de 300 finissants de l'École des sciences de la gestion ont reçu leur diplôme en présence de M. André Bérard, président du conseil et chef de direction de la Banque Nationale du Canada, qui agissait à titre de président d'honneur de la cérémonie. Enfin, en début de soirée, c'est près de 500 finissants des secteurs de l'Éducation et des Sciences, qui ont participé à la collation des grades présidée par M. Pierre Ducros, président du Conseil d'administration de l'UQAM.

Ces collations des grades, de plus en plus populaires, ont permis aux nouveaux bacheliers, maîtres et docteurs, de démontrer leur joie et une fierté bien méritée après plusieurs années d'efforts académiques soutenus. L'enthousiasme chez certains était tel qu'on a pu voir une jeune diplômée faire la roue sur scène, au moment d'aller chercher le précieux document. Bref, une journée forte en émotions de toutes sortes dont les finissants se souviendront longtemps.

## ...34 professeurs (suite de la page 1)



Suzanne Rochette

## Les résultats

Trente-quatre professeurs ont décidé de se prévaloir des conditions offertes par le premier volet de ce programme\*. De ce nombre, 17 ont quitté l'UQAM le 1er juin 1997 (Voir encadré) tandis que 17 autres dossiers devaient être complétés pour le 1er janvier 1998. Tel que convenu avec le syndicat des professeurs, un premier quart de tous ces postes, soit 9, a déjà été comblé. Pour mener à bien cette partie du programme temporaire de bonification des conditions d'accès à la retraite, il en aura coûté à date la

somme de 2 452 095 \$.

Dans le cas du second volet, le service des ressources humaines a reçu jusqu'à maintenant 12 demandes de retraite graduelle. Toutefois, il s'agit d'un bilan provisoire car cette partie du programme reste ouverte, rappelons-le, jusqu'au 1er juin 1998. Le coût de ce volet s'élève donc pour l'instant à 1 468 331 \$.

\* Tous les chiffres concernant ce programme temporaire ont été fournis par le service des ressources humaines.

Madame Brigitte Groulx, directrice-personnels enseignants au service des ressources humaines de l'Université du Québec à Montréal, a supervisé le programme temporaire de bonification des conditions d'accès à la retraite pour les professeurs.

définitive. «D'ailleurs, d'ajouter Brigitte Groulx, cette partie de notre programme de bonification est maintenant terminée».

Le second, ayant pour appellation «Modifications des conditions d'accès à la retraite graduelle», s'adresse aux professeurs âgés entre 55 et 65 ans et leur offre la possibilité de travailler à demi-temps tout en recevant un plein salaire, et ce, pour une durée de trois années. Cette partie du programme de bonification des retraites demeure toujours disponible puisque la période d'inscription s'étend du 1er juin 1997 au 1er juin 1998.

## Professeurs ayant pris leur retraite au 1er juin 1997

## Nom et prénom

BRAITSTEIN, Marcel  
FORTIER, Ivanhoé  
CAPUANO, Guydo  
CARTIER, Jean-Pierre  
BEAUGRAND-CHAMPAGNE, Guy  
MAYRAND, Pierre  
ROULEAU, Joseph  
DELL ANIELO, Paul  
administratives  
DESROSIERS-SABBATH, Rachel  
GAGNON-HEYNEMAND, Dolorès  
LUCAS, Gérard  
PALKIEWICZ, Jan  
PARADIS, Pierre-Yves  
RUIMY-VAN DROMME, Huguette  
VERONNEAU, Denise†  
PRADES, Jose

## Département

Arts plastiques  
Arts plastiques  
Chimie  
Chimie  
Communications  
Histoire de l'art  
Musique  
Sciences  
  
Sciences de l'éducation  
Sciences religieuses

## ...Virage (suite de la page 1)

qui existe dans l'esprit des gens entre ce fameux virage (séjours écourtés à l'hôpital et suivis externes possibles), et la restructuration du système (fermeture de lits et d'hôpitaux, fusion d'établissement), il a été nécessaire de traiter comme un tout l'information recueillie. Voici quelques-unes des conclusions tirées de l'enquête, résumées par la professeure Guberman.

On constate, en particulier à Montréal, une grande difficulté de coordination entre hôpitaux et CLSC, la complémentarité de leur rôle étant loin d'être établie. Les seconds, chargés du soutien à domicile, se plaignent notamment du manque d'information sur les patients, et donc sur les soins et le suivi à assurer; ils ont de la difficulté à obtenir cette information de l'hôpital, ou encore, à rejoindre les médecins ou les spécialistes concernés, lorsque nécessaire. Ils déplorent l'évaluation déficiente du contexte à domicile: l'hôpital donne congé à une personne en fauteuil roulant... lequel ne passe pas dans les couloirs; ou encore à une mineure et son enfant, 36 heures après l'accouchement, mais dont la mère... est gravement handicapée. Les hôpitaux promettent des soins et un suivi à la maison; mais les CLSC ont du mal à «remplir la commande», puisqu'ils n'ont pas bénéficié, paral-

lèlement au transfert de responsabilités, d'un transfert proportionnel de ressources financières et humaines. Pour pallier ces lacunes, les plus fortunés font appel à des agences privées: un phénomène en pleine expansion, identifié comme l'avènement de la *médecine à deux vitesses*.

Par ailleurs, si les coûts ne cessent d'augmenter pour les familles (pansements, médicaments, location d'équipements, frais de déplacement, etc.), le fardeau de leurs responsabilités s'accroît encore davantage. En effet, celles-ci sont invitées à poser des actes relevant normalement de la compétence du personnel infirmier (médication, changement de pansements, injections, surveillance de situations médicales à risques, etc.): des tâches qui sont pour elles une source importante d'anxiété et de stress, et qui se révèlent parfois au-delà de leurs forces et de leurs compétences. Selon Nancy Guberman, cela pose d'emblée la question fondamentale de la responsabilité: en cas d'erreur, qui est responsable? le CLSC? l'hôpital? la famille? Chose certaine, conclut-elle, si l'étude ne permet pas d'affirmer qu'à l'heure actuelle, les problèmes identifiés sont très répandus, elle fournit suffisamment d'indices sérieux pour que s'impose la nécessité d'y voir plus clair. D'où les demandes de financement adressées aux divers organismes subventionnaires.

\* Ces travaux sont dans la foulée du programme de recherche qu'elle pilote conjointement avec le professeur Pierre Maheu, du même département, sur la restructuration des rapports entre l'État et la famille dans les services de santé et les services sociaux.

## Gilles Boulet (1926-1997)



Au début d'octobre, est décédé Monsieur Gilles Boulet, ancien président de l'Université du Québec. Professeur de littérature et d'histoire, il occupa d'abord le poste de directeur du Centre des études universitaires de Trois-Rivières, puis celui de recteur fondateur de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Pendant dix ans, il assumait la présidence de tout le réseau de l'Université du Québec, participant notamment à la création de l'Université du Québec à Hull, de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue ainsi que de la Télé-Université. Finalement, de 1989 à mars dernier, M. Boulet a dirigé le Musée des arts et traditions popu-

## L'UQAM

## Éditeur

La direction du service de l'information et des relations publiques  
Université du Québec à Montréal  
Case Postale 8888, Succ. «Centre-ville»  
Montréal, Qué., H3C 3P8

## Service de l'information interne

Directeur: Jean-Pierre Pilon  
Rédaction: service de l'information interne  
Tél.: 987-6177  
Télécopieur.: 987-0306  
Local J-M330

Adresse électronique:  
JOURNAL.UQAM@UQAM.CA  
Version W3: <http://www.medias.uqam.ca/si967/JOURNAL/Journal.html>

Le service de l'information interne est responsable de la publication de l'UQAM dont le contenu n'engage pas la direction de l'Université.

## Publicité:

Rémi Plourde: 987-4043  
secrétaire Diane Hébert 987-6177  
Imprimerie: Payette et Simm  
Mise en page: Centre de graphisme/SIRP  
Dépôt légal:  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISSN 0831-7216  
La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.

## Prix d'excellence en recherche de l'UQ

# Louis Phaneuf, économiste et chercheur de premier plan

Le prix d'excellence en recherche de l'Université du Québec, pour l'année 1997, a été décerné à M. Louis Phaneuf, professeur au département des sciences économiques de l'UQAM. Ce prix, doté d'une bourse de 25 000 \$, est destiné à reconnaître la contribution exceptionnelle en recherche d'un membre régulier de l'Université du Québec. Macroéconomiste reconnu tant sur le plan national qu'international pour la pertinence et l'originalité de ses travaux de recherche, le professeur Phaneuf s'est dit heureux de l'hommage que lui a rendu l'Assemblée des gouverneurs de l'UQ.



M. Louis Phaneuf, professeur au département des sciences économiques et récipiendaire du prix d'excellence en recherche de l'UQ.

Outre ses fonctions de professeur, Louis Phaneuf assume, depuis 1991, la direction du Centre de recherche sur l'emploi et les fluctuations économiques (CREFÉ) de l'UQAM. Il est l'auteur de nombreux articles parus dans des revues scientifiques comptant parmi les plus prestigieuses de sa discipline, telles

que la *Review of Economic Studies*, le *Journal of Monetary Economics* et la *European Economic Review*. Ses travaux ont donné lieu à des communications présentées partout au Canada et dans divers pays. Enfin, tant les nombreuses subventions de recherche qu'il s'est vu accorder, que les demandes de consultations qui lui

sont adressées par la Banque du Canada et divers centres internationaux de recherche, témoignent de la solide expertise de M. Phaneuf.

Comment celui-ci conçoit-il son travail de chercheur? «J'ai une façon particulière d'aborder la recherche, qui pourrait se résumer ainsi: rire, lire, réfléchir, s'émouvoir. Rire, car

cela permet, lorsqu'on est fécond, d'éviter de se prendre trop au sérieux et quand les idées n'aboutissent pas, de dédramatiser plus facilement l'échec. Lire, parce que le véritable savoir est là et non dans la technique, qui n'est qu'un outil. Or, j'évolue dans un domaine où malheureusement l'apprentissage par la lecture est en train de se perdre au profit de la maîtrise technique. Réfléchir, car seul cet exercice permet de générer des idées novatrices. Enfin, s'émouvoir, parce que les plus belles idées, celles qui ont donné les plus puissants résultats, en science économique, ont souvent été les plus simples».

Depuis 10 ans, les recherches du professeur Phaneuf ont gravité autour de trois thèmes: l'intégration des contrats de travail dans les modèles du cycle économique, les causes du chômage au Canada et dans divers pays industrialisés, et l'impact de la politique monétaire sur l'activité économique. Or, plutôt que de dis-

socier les niveaux d'analyse micro-économique et macro-économique, comme le veut souvent la pratique en science économique, M. Phaneuf a eu le mérite et l'originalité de chercher à unifier les deux niveaux d'analyse au sein d'une seule et même approche. Établir le pont économétrique entre les choix économiques individuels et les fluctuations globales des salaires et de l'emploi constituait évidemment un défi de taille. Défi que le professeur Phaneuf a relevé en élaborant un modèle complet du cycle économique avec ménage représentatif, entreprises, gouvernements et contrats de salaire. À l'aide de ce modèle, M. Phaneuf et ses collègues entendent, au cours des prochaines années, étudier plus à fond la question de la gestion de la dette publique et simuler l'effet de réformes fiscales sur la rentabilité des entreprises et le rendement du marché du travail.

## «Les arts électroniques sont un laboratoire de vie et d'expérimentations»

- Louise Poissant, directrice du Groupe de recherche en arts médiatiques

Le Groupe de recherche en arts médiatiques (GRAM)\*, dirigé par Louise Poissant, professeure au département d'arts plastiques à l'UQAM, publiait récemment le premier dictionnaire encyclopédique sur les arts électroniques. Édité aux Presses de l'Université du Québec, le *Dictionnaire des arts médiatiques\*\** comporte plus de 2 000 entrées et 500 illustrations graphiques couvrant six domaines: copigraphie, holographie, infographie, multimédia (art cinématique, hypermédiat, installations interactives, performances, réalité virtuelle, robosculture, etc.), musique électroacoustique et vidéo faisant intervenir toutes sortes de technologies de pointe (satellite, fibre optique, laser, etc.). Chaque article comprend une définition, une traduction en anglais et, dans bien des cas, un bref commentaire historique faisant état de l'avancement

de cette technologie dans le champ de l'art.

Pourquoi un tel ouvrage? «Pour donner à cette forme d'art un statut, une légitimité théorique et intellectuelle, et pour répondre à la question très simple: en quoi c'est de l'art?», de préciser Louise Poissant. En effet, souligne-t-elle, les technologies et les pratiques d'art médiatique développent un langage dans lequel il devient difficile de se retrouver. Des procédés, des techniques, des concepts critiques et esthétiques, bref toute une culture émerge de cet immense atelier-laboratoire où les paramètres de notre sensibilité sont en train de prendre forme. La réunion de tous ces mots tente de dire ce qui n'est encore qu'expérimental et en quête d'identité.

L'équipe qui a travaillé à la rédaction et à l'illustration du dictionnaire était composée d'artistes et de théoriciens membres du GRAM. Chacun des six domaines a été supervisé par un spécialiste et a fait l'objet de multiples consultations auprès de chercheurs et d'artistes à travers le monde. Enfin, plus d'une trentaine d'étudiants de maîtrise et de doctorat ont collaboré à la recherche préalable à la rédaction des définitions.

Signalons, par ailleurs, qu'une version électronique de ce dictionnaire existe présentement sur Internet\*\*\*. Des extraits vidéos, des photos, des entrevues, des animations fournies par des artistes du monde entier ou produites par des membres de l'équipe permettent de retracer les développements dans ce domaine. Les œuvres retenues illustrent l'histoire de ces formes d'art et des procédés utilisés. Sorte de *work in progress*, la version électronique sera constamment rafraîchie au cours des prochains mois.

Le GRAM travaille également, en collaboration avec la Ville de Montréal et ses services des communications, des archives et des bibliothèques, au projet «Montréalités virtuelles». Il s'agira d'«habiller», sur le plan artistique, la carte numérique de Montréal.



Mme Louise Poissant, directrice du Groupe de recherche en arts médiatiques (GRAM) et professeure au département d'arts plastiques.

Selon Louise Poissant, «nous entrons dans une ère où les rapprochements entre l'art et la science se font de plus en plus nombreux, une ère d'esthétisation généralisée où les individus sont amenés à se penser comme reconfigurables sur tous les plans (social, professionnel, physique), à créer eux-mêmes leur propre environnement». Dans ce contexte, les nouvelles technologies peuvent constituer un outil de réappropriation de soi.

outre, d'un groupe interdisciplinaire où se retrouvent des professeurs/chercheurs en communications, sociologie, littérature, musique, etc. Le GRAM publiait en 1995, aux Presses de l'Université du Québec, deux volumes de réflexion critique intitulés *Esthétique des arts médiatiques*.

\*\* L'ensemble de la recherche et de la rédaction du dictionnaire a été rendue possible grâce au soutien financier du CRSH et du Fonds de recherche du réseau de l'Université du Québec (FODAR). Les illustrations graphiques ont été financées par le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la technologie du Québec (MICST).

\*\*\* On peut visiter le site à l'adresse suivante: <http://www.COMM.uqam.ca/GRAM/>

\* Le GRAM, rattaché à l'Université du Québec, regroupe des artistes, des théoriciens et des chercheurs d'autres universités canadiennes, notamment de l'Université de Montréal et de l'Université de Toronto. Il s'agit, en

# L'IREF plus dynamique que jamais!

L'Institut de recherche et d'études féministes (IREF) a levé dans les voiles: non seulement ses performances depuis cinq ans ont amené le Conseil d'administration de l'UQAM à renouveler son mandat, mais encore, une foule d'initiatives et de projets ont été mis en place pour les années à venir. «L'IREF est à un tournant et va entrer dans l'an 2 000 avec un dynamisme inégalé», d'affirmer la directrice de l'Institut, Mme Évelyne Tardy. Parmi les activités et objectifs prioritaires de l'IREF, on retiendra la création d'une mineure pluridisciplinaire en études féministes et le développement de l'Institut à l'échelle internationale.

## Mineure pluridisciplinaire en études féministes

Rappelons qu'en début d'année, la Commission des études a accepté le principe de création de mineures et de majeures. Or, les membres du conseil de l'IREF se sont montrés d'emblée favorables à cette idée. Un comité a donc été mis sur pied afin d'élaborer le cheminement que

devrait comprendre une mineure pluridisciplinaire en études féministes. Suite aux consultations effectuées au cours du mois dernier, auprès des membres enseignants et étudiants, un projet a pu être établi. La mineure, qui viserait notamment «à donner une formation de base cohérente et progressive sur les femmes, le féminisme et les rapports sociaux de sexe», comprendrait 30 crédits, soit 10 cours, répartis ainsi: deux cours obligatoires portant sur l'évolution de la pensée féministe, un choix de quatre cours appartenant chacun à un champ disciplinaire différent et quatre cours optionnels choisis dans la banque de cours de l'IREF.

«Cette mineure serait offerte à tous les départements qui mettront sur pied une majeure disciplinaire et on envisage aussi l'offrir à l'extérieur, c'est-à-dire aux étudiants de d'autres universités», de préciser Mme Tardy. Selon la directrice, cette initiative serait fort novatrice puisqu'à l'heure actuelle, bien que plusieurs universités québécoises ont

déjà adopté la formule majeure/mineure, aucune d'entre elles n'offre à sa clientèle étudiante, une mineure en études féministes. Le projet en est maintenant à sa dernière étape. Les membres se prononceront prochainement sur le programme proposé et le projet définitif pourra ensuite être acheminé aux instances universitaires. Si tout se déroule comme prévu, la mineure pourrait être offerte par l'IREF dès l'automne 1998. «Il est bien évident, toutefois, qu'il faudra que des majeures disciplinaires se développent d'ici là», de souligner Mme Tardy.

## Développement à l'échelle internationale

De manière à concrétiser une recommandation du Conseil d'administration, l'IREF entend, au cours des prochaines années, se développer à l'échelle internationale. Déjà, un protocole d'entente liant, jusqu'en 1999, l'IREF et l'Équipe Simone, de l'Université Toulouse-Le Mirail en France, a été signé. À l'instar de l'IREF, l'Équipe Simone propose un ensemble de recherches et d'en-



Mme Évelyne Tardy, directrice de l'IREF.

seignements qui favorisent la prise en compte de la place et du statut des femmes dans la société. C'est dans le cadre de cette entente que l'IREF reçoit, cet automne, une première stagiaire française, alors qu'une jeune chercheuse uqamienne s'est envolée récemment pour Toulouse. Outre des échanges étudiants, la collaboration entre les deux groupes consistera en des échanges d'en-

seignants, des stages pour les étudiants, des recherches mises en commun ainsi que des participations conjointes à des revues, des colloques et des séminaires. Au cours des cinq prochaines années, l'IREF entend d'ailleurs développer ce type de collaboration avec d'autres universités, notamment dans les pays de la francophonie et aux États-Unis.

## Recherches de la Chaire de tourisme

# Pour un développement du tourisme autochtone



M. Michel Archambault, professeur titulaire de la Chaire de tourisme de l'UQAM.

La Société touristique Innu (STI), qui a pour mandat de développer le tourisme ethnoculturel et d'aventure, confiait tout récemment à la Chaire de tourisme de l'UQAM\* trois projets de recherche visant au développement de ce type de tourisme dans des communautés montagnaises et attikamekw.

Cette entente de partenariat entre la STI et l'UQAM, d'une durée initiale de trois ans, comporte des projets de recherche qui contribueront également à enrichir la formation des étudiants. Comme l'explique M. Michel Archambault, professeur-titulaire de la Chaire, le premier projet consiste à réaliser un plan de développement touristique pour le Conseil des Attikamekw de Manawan, territoire situé dans la région touristique de Lanaudière. Ce projet inclut aussi une démarche de consultation de la communauté et intègre des principes de développement durable.

Le second projet intéresse les Montagnais de la région de Manicouagan et vise la création d'un centre d'interprétation de la culture montagnaise-innu et de l'histoire de Betsiamites (leur principale communauté), et ce en collaboration avec la Société de développement de Betsiamites. Enfin, un troisième projet permettra d'élaborer le plan d'affaires du voyageur Tours Innu. Il s'agit d'une nouvelle agence de voyage grossiste spécialisée dans le produit autochtone et qui a été créée conjointement par la STI et Voyages Inter-Nations, entreprise autochtone appartenant aux conseils de bande de Mingan, la Romaine et Saint-Augustin sur la Basse Côte-Nord.

Outre ces projets réalisés par les chercheurs de la Chaire de tourisme, les professeurs du département d'é-

tudes urbaines et touristiques à l'UQAM intégreront la dimension du tourisme autochtone à leur enseignement, dans le cadre du programme de baccalauréat en gestion du tourisme et de l'hôtellerie, ainsi qu'à la maîtrise en gestion et planification du tourisme.

Michel Archambault rappelle, par ailleurs, que ces recherches s'ajoutent aux nombreuses autres réalisations que compte déjà la Chaire\*\*. Ainsi, en avril dernier, la Chaire, mandatée par Vélo Québec, publiait les résultats d'une étude sur les retombées économiques de la Route verte, le plus ambitieux projet de réseau cyclable du continent. La recherche visait à identifier les impacts reliés à la construction de la route, à la croissance de la clientèle et à celle de l'industrie du vélo.

La Route verte, projet de 88 millions \$ lancé en 1995, et dont Vélo Québec est le maître d'oeuvre, deviendra l'un des plus longs parcours en son genre au monde et traversera plus de 200 municipalités et une cinquantaine de municipalités régionales de comté (MRC). Cet itinéraire cyclable, de préciser M. Archambault, tout en empruntant des routes de campagne, des voies ferrées abandonnées et des accotements pavés, comptera, une fois complété, plus de 3 400 kilomètres. Pour illustrer la forte croissance des adeptes du vélo au Québec, mentionnons, à titre indicatif, que le taux de pratique des

Québécois n'a cessé d'augmenter depuis les 20 dernières années, passant de 38 % en 1981 à 57,6 % (12 ans et plus) en 1996.

\* Soulignons que M. François Bédard, professeur au département d'études urbaines et touristiques et chercheur

associé à la Chaire de tourisme, est à l'origine du projet côté UQAM.

\*\* Parmi les nombreuses réalisations de la Chaire de tourisme, signalons son rôle de responsable de la préparation et de l'organisation du Forum de l'industrie touristique 1997, ainsi que du projet d'élaboration de la «Stratégie de développement économique du tourisme au Québec».

## Chaire Concordia-UQAM en études ethniques

# Nouvelle série de conférences

Afin de marquer le 20<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption de la Charte de la langue française, la Chaire Concordia-UQAM en études ethniques organise une série de conférences sous le thème *Intégration linguistique et acculturation au Québec*. Ces conférences, qui se tiendront à l'UQAM, proposent un survol des recherches actuelles portant sur les phénomènes reliés à l'acculturation et l'intégration linguistique des différentes communautés ethnoculturelles du Québec. Voici les conférences présentées au trimestre d'automne:

- *La Loi 101 et l'intégration linguistique des immigrants au Québec: enjeux et bilan*. Le lundi 20 octobre, de 19 h 30 à 21 h 30, salle J-2930;
- *Concentration ethnique et attitudes à l'égard du français chez les élèves allophones du secondaire V*. Le jeudi 6 novembre, de 12 h 30 à 14 h 00, salle W-3020;
- *Transferts linguistiques et rende-*

ment scolaire des élèves de la CECM. Le jeudi 27 novembre, de 12 h 30 à 14 h 00, salle W-3020.

- *Identité linguistique et profils sociolinguistiques des élèves anglophones et francophones du secondaire au Québec*. Le jeudi 4 décembre, de 12 h 30 à 14 h 00, salle W-3020.

À noter que le lundi 20 octobre, le «père» de la Loi 101, M. Camille Laurin, député du Parti Québécois à l'Assemblée Nationale, tracera un bilan et dégagera les enjeux concernant la Loi 101 et l'intégration linguistique des immigrants au Québec.

Pour de plus amples renseignements au sujet de ces conférences, on peut contacter M. Richard Y. Bourhis, professeur au département de psychologie à l'UQAM, au 987-3000 poste 4852, ou le secrétariat de la Chaire au 987-8766 (télécopieur 987-3473).

# L'École des sciences de la gestion offrira un MBA pour cadres en immobilier

Dès janvier 1998, l'École des sciences de la gestion de l'UQAM sera la première au Québec à offrir un programme de MBA pour cadres en immobilier. Conçu principalement pour les cadres en exercice, le programme vise d'abord à accueillir les membres des associations, corporations ou ordres professionnels tels les ingénieurs, architectes, urbanistes, évaluateurs, courtiers, etc. Ceci dit, toute personne possédant un diplôme en gestion et ayant une expérience pertinente en immobilier à titre de cadre pourra aussi s'y inscrire. En outre, un contingentement est prévu: seuls 30 étudiants seront acceptés au moment de l'inscription, soit en janvier de chaque année.

«Nous avons créé ce diplôme de niveau supérieur afin de combler

deux lacunes importantes, de souligner le responsable du programme, Robert Sheitoyan. La première étant une pénurie de cadres qualifiés dans le domaine de l'immobilier, la seconde étant une spécialisation le plus souvent *ad hoc*, trop rapide, qui laissait à désirer. Ainsi nous voulons former des généralistes, mais des généralistes de haut calibre, avec une bonne vision du marché et capable de prendre les meilleures décisions possibles par rapport à tout ce qui touche le secteur immobilier.»

Pour ce qui est des contenus de cours, le programme propose aux étudiants de parfaire leurs connaissances dans les domaines suivants: management stratégique; gestion des installations; contexte socio-économique de l'entreprise; planification et

gestion de projets; gestion des ressources; facteurs humains et environnementaux reliés aux services à la clientèle; marketing et mise en marché; communication, négociation et éthique; finance; aspects légaux; environnement et innovations technologiques dans l'immobilier.

D'une durée de deux ans, ce MBA, qui se veut à temps partiel, comprend 45 crédits divisés en deux grandes étapes: un bloc entièrement obligatoire de 13 cours de trois crédits chacun et un projet intégrateur, réparti sur les deux années, totalisant six crédits. Dans ce dernier cas, les étudiants devront réaliser leur projet à partir d'un cas réel dans une entreprise; le tout reposant sur un travail d'équipe (deux ou trois personnes par projet) où il leur sera

nécessaire d'avoir des compétences et des expériences complémentaires.

Comme il s'agit d'un diplôme à temps partiel, on a cherché à concevoir l'horaire des cours d'une manière plutôt souple. Ainsi, les étudiants pourront suivre leurs cours selon une double formule: deux jours consécutifs (vendredi et samedi) pour la majorité des cours, et ce, à toutes les trois semaines; le tout complété par quatre sessions de formation intensives d'une semaine (deux par année).

Toute personne intéressée par ce nouveau programme de MBA pour cadres en immobilier peut rejoindre Robert Sheitoyan pour plus d'informations. Le numéro de téléphone est le 987-3000, poste 3895.



Robert Sheitoyan, professeur au département des sciences administratives de l'UQAM, responsable du futur programme de MBA pour cadres en immobilier.

J. A. Martin

## Programme de recherche sur les collaborations écoles-entreprises



Suzanne Rochette

Mme Marcelle Hardy, responsable du réseau GIRFE et professeure au département des sciences de l'éducation.

Grâce au soutien financier du Conseil de la recherche en sciences humaines (CRSH) et de son programme de recherche stratégique en éducation et en formation, des chercheurs, réunis au sein du Groupe interuniversitaire de recherche en formation/emploi (le réseau GIRFE\*) dont la responsable est Mme Marcelle Hardy, professeure au département des sciences de l'éducation à l'UQAM, ont amorcé le développement de cinq projets de recherche pour les cinq prochaines années.

### Deux univers, deux approches

L'objet de recherche du GIRFE est d'étudier les collaborations entre le champ éducatif et celui de l'économie en matière de formation professionnelle et technique. En effet, les expériences de collabora-

tion entre les institutions de ces deux secteurs se font de plus en plus nombreuses en ce qui a trait à l'élaboration de contenus, de formation des adultes et de l'usage de méthodes pédagogiques. Comme le souligne Mme Hardy, le monde de l'éducation et celui des entreprises représentent «deux approches différentes de la réalité, deux cultures, deux langages». Alors que l'école est davantage centrée sur le développement de l'individu et des connaissances et qu'elle connaît peu la réalité de l'entreprise, celle-ci travaille surtout à court terme et reproche à l'école sa méconnaissance des besoins du monde du travail, de préciser Mme Hardy. Malgré tout, ajoute-t-elle, on constate depuis quelques années, de part et d'autre, une volonté de rapprochement.

### Les objectifs généraux

Les différentes recherches visent à analyser les modes de collaboration entre les partenaires de l'éducation et de la formation: décrire les processus d'émergence et d'institutionnalisation des collaborations, en saisir les modalités de fonctionnement, examiner les enjeux, cerner les impacts sur les divers partenaires, institutions scolaires, entreprises, étudiants ou stagiaires et, enfin, dégager les expériences de collaboration efficaces afin d'optimiser les pratiques en éducation et en formation. Des recherches qui pourront donc fournir des données précieuses\*\* afin de comprendre la pratique des collaborations au-delà des discours promotionnels.

### Les équipes de recherche

Chacune des cinq équipes\*\*\* de recherche endosse des objectifs com-

muns déjà précisés (comprendre la construction sociale des processus de collaboration) et poursuit quelques objectifs spécifiques à chaque projet. Les équipes travaillent aux projets suivants: 1) le développement de la formation en alternance en formation professionnelle (Marcelle Hardy, UQAM, Carmen Parent, UQAM et Dominique Bouteiller, HEC); 2) le partenariat collège-entreprise dans le cadre de la formation des techniciens (Yvon Bouchard et Carol Landry, UQAR); 3) recherche-action visant à explorer les dynamiques d'implantation de collaboration dans la région de l'Outaouais (Lorraine Savoie-Zajc et André Dolbec, UQAH); 4) la formation sur mesure en entreprise et ses impacts dans les maisons d'enseignement, les entreprises et chez les participants aux activités (Diane-G. Tremblay, CIRST-TELUQ et Pierre Doray, CIRST-UQAM); 5) la collaboration en matière de planification de la formation au niveau des instances composées de représentants du monde économique et de l'éducation (Diane-G. Tremblay et Pierre Doray).

\* Le réseau interdisciplinaire GIRFE compte également des collaborateurs internationaux provenant notamment des États-Unis et de la France.

\*\* Les résultats des travaux de recherche seront diffusés via des publications et des colloques impliquant tous les partenaires (professionnels des cégeps et écoles secondaires, ministère de l'Éducation, représentants des entreprises, etc..)

\*\*\* Chaque équipe possède son comité de projet où se retrouvent des représentants des entreprises et des maisons d'enseignement.

## Chaire UQAM-SITQ immobilier Deux forums sur l'industrie québécoise de l'immeuble

Pour une deuxième année de suite, la Chaire UQAM-SITQ immobilier de l'École des sciences de la gestion présente, avec l'appui des entreprises du milieu, un forum consacré, comme son nom l'indique, au domaine immobilier.

Ce forum se propose, entre autres choses, de «faire le point sur l'état de l'industrie immobilière au Québec, de procéder à l'analyse de ses forces et faiblesses ainsi que d'en identifier les défis et les actions». Il cherche également à mettre en valeur les idées, les projets, les innovations du milieu.

Aussi a-t-on rassemblé plus d'une dizaine de chercheurs et gestionnaires de l'immobilier qui présenteront des études, des analyses et des expériences diverses lors de quatre sessions thématiques:

- investissement et rendement;
- partenariats privés/publics;
- l'avenir des professions immobilières;

- intégration de l'innovation.

Il est à noter que le forum, qui se déroulera le 30 octobre 1997, s'adresse avant tout aux spécialistes du secteur immobilier, qu'ils soient propriétaires, financiers, administrateurs, courtiers, ou encore urbanistes, chercheurs, universitaires, etc.

Dans le sillage de ce premier forum aura lieu, le 28 novembre prochain, une autre rencontre destinée, cette fois-là, à esquisser un bilan de l'industrie des immeubles à bureaux de Montréal et du Québec, notamment en ce qui touche aux problèmes, enjeux, tendances et développements technologiques de ce marché.

Pour obtenir des informations complémentaires sur l'une ou l'autre de ces rencontres, on téléphone à la Chaire UQAM-SITQ immobilier au 987-3000, poste 1657.

## Un colloque pour renouveler la pensée politique

Le département de science politique organise, le 24 octobre prochain, un colloque sous le thème de *La politique, par le détour de l'art, de la philosophie et de l'éthique*. Face à une sorte d'impasse des débats politiques contemporains, ce colloque propose de chercher ailleurs, notamment dans d'autres disciplines, des lieux de réflexions et des formes d'expression propices au renouvellement de la pensée poli-

tique. C'est dans cette perspective qu'une dizaine de conférences, regroupant des chercheurs de l'UQAM, de l'INRS, de l'UQAR, de Laval et de l'Université de Grenoble, seront présentées, au local D-R200, dans le cadre de trois ateliers: *Art et politique*, *Philosophie et politique*, *Éthique et politique*.

Pour infos: 987-3000, poste 4141.

Les 23 et 24 octobre

# Colloque provincial sur l'organisation de l'enseignement de premier cycle



flexion sur deux objets complémentaires: 1) la pertinence d'un changement en profondeur du cadre organisationnel dominant actuellement l'enseignement de premier cycle au Québec; 2) la nature des mesures à prendre, à divers niveaux d'intervention, pour réorganiser sur des bases nouvelles la fonction enseignement de premier cycle. Des sujets épineux sur lesquels des chercheurs, mais aussi des professeurs, chargés de cours, étudiants, dirigeants universitaires, employeurs, syndicats, corporations professionnelles, ont déjà ou auront bientôt à prendre position.

Cet événement se divise en deux parties. D'abord, un pré-colloque\*\*, le 23 octobre à 19 h, en présence, notamment, de la rectrice Mme Paule Leduc, de M. Bertrand Girod de l'Ain, professeur émérite de l'Université Paris-Dauphine, et de Mme Françoise Bertrand, présidente du CRTC. M. Girod de l'Ain abordera les perspectives comparatives en évoquant les modèles américain et allemand, et Mme Bertrand traitera de la réorganisation du premier cycle et des nouvelles technologies de l'information.

Le lendemain, 24 octobre, de 9 h à 17 h, cinq séances de discussions ont été prévues. Au cours des deux premières, l'équipe EROFEU présentera ses thèses et M. Pierre De Celles, directeur de l'ÉNAP, ainsi que M. Robert Couillard, doyen adjoint du premier cycle à l'UQAM, lanceront le débat autour d'une «nécessaire

reproblématisation». Par la suite, deux tables rondes seront consacrées aux réactions et contre-propositions aux suggestions de réorganisation présentées durant l'avant-midi. Enfin, une cinquième séance portera sur une synthèse des positions défendues durant le colloque.

Comme le souligne M. Bertrand, alors que «l'université québécoise vit des heures difficiles, il n'existe pas encore de consensus sur la nature de ses problèmes et sur les mesures à prendre pour améliorer ses services». Pour leur part, les responsables d'EROFEU recommandent particulièrement trois choses: 1) un meilleur traitement des besoins et des demandes des diverses clientèles; 2) la réorientation et la restructuration des programmes et l'amélioration du caractère certifiant de ceux-ci; 3) la réorganisation du travail des principaux agents éducatifs (professeurs, chargés de cours, responsables de programmes).

Différents diagnostics et différentes propositions de réformes existent. Sont-elles opposées ou complémentaires? Doit-on transformer le cadre organisationnel actuel? Et si oui, comment? Voilà ce qui sera débattu lors du colloque. Une occasion de mieux définir les enjeux, d'explorer de nouvelles avenues et de renouveler certaines problématiques.

\* Tout récemment, EROFEU publiait une série de rapports dans lesquels on

recommande une restructuration organisationnelle de l'enseignement de premier cycle.

\*\* Pour obtenir des informations additionnelles, on peut téléphoner au 987-3000 poste 4230 ou télécopier: 987-3343.

## Vite lus

### Louise Dupré, lauréate de l'Académie des lettres

Mme Louise Dupré, professeure au département d'études littéraires de l'UQAM, recevait récemment le prix Ringuelet, dans la catégorie romans, pour *La memoria*, publié aux éditions XYZ. Mme Dupré dirige également la revue littéraire *Voix et images*.



Mme Louise Dupré.

### Conférence publique de Robert Castel

Le département de sociologie invite l'éminent sociologue français Robert Castel (École des hautes études en sciences sociales-Paris) à donner une conférence publique sur le thème «Faut-il sortir de la société salariale?», lundi le 20 octobre, à 19 h, au pavillon Judith-Jasmin, salle J-2940. L'admission est gratuite. M. Castel est l'auteur de nombreux ouvrages sur le travail, la propriété sociale et l'exclusion dont *Les métamorphoses de la question sociale* et *Une chronique du salariat*. Il donnera également une série de séminaires, du 22 au 29 octobre, dans le cadre du programme de doctorat en sociologie.

## Quatre bourses pour la recherche en santé et en sécurité du travail

Pour l'année 1997-1998, l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail du Québec (IRSST) attribuait récemment à quatre étudiants de l'UQAM des bourses d'études supérieures représentant un montant global de 58 000 \$. Il s'agit, au deuxième cycle, de Frédéric Gilbert, étudiant en sciences administratives (13 000 \$), ainsi que Marie Laberge, sciences biologiques (15 000 \$), Mario Richard, du Centre de recherche des interactions biologiques entre la

santé et l'environnement (CIN-BIOSE), (15 000 \$) et Soledad Iucci du département de psychologie (15 000 \$), tous trois étudiants au troisième cycle.

Rappelons que l'Institut, financé par la CSST, réalise et finance des recherches qui visent à réduire les coûts humains et financiers occasionnés par les accidents de travail et les maladies professionnelles.

## Colloque sur la Deuxième Guerre mondiale

Les 7 et 8 novembre prochains se tiendra, au local J-2940 du pavillon Judith-Jasmin de l'Université du Québec à Montréal, un colloque consacré à l'impact de la Deuxième Guerre mondiale sur les sociétés canadienne et québécoise. Organisé par Robert Comeau, professeur au département d'histoire et président de l'Association québécoise d'histoire politique, en collaboration avec la Commission canadienne d'histoire militaire, la Direction Histoire et Patrimoine de la Défense nationale et la Société historique du Canada, le colloque vise principalement à cerner le sens des transformations subies par les deux sociétés au moment du conflit.

relations inter-communautaires, toujours au Québec. Et, enfin, nous allons étudier, entre autres, la perception de la population à l'égard des conscrits et le processus de réinsertion des anciens combattants.»

Afin de favoriser les discussions et les échanges sur ces trois aspects, le colloque comprendra 18 ateliers répartis en six blocs thématiques:

- les conscrits et l'effort de guerre;
- société et politique;
- nationalisme et guerre froide;
- les représentations de la Deuxième Guerre;
- les anciens combattants;
- la guerre et le développement scientifique.

Parmi les conférenciers invités à y prendre la parole, notons la présence de Jack Jedwab du Congrès Juif Canadien (Québec), de Pierre Ancil du ministère de l'Immigration du Québec ainsi que de Pierre Vennat, journaliste à La Presse.

Pour toute information sur le colloque ou inscription, on peut rejoindre Claude Berrardelli aux numéros suivants: téléphone: 987-3000, poste 8427 ou télécopier: 987-7813.



Les quatre boursiers 1997-98 de l'Institut de recherche en santé et en sécurité du travail (IRSST). De gauche à droite, Frédéric Gilbert, Marie Laberge, Mario Richard et Soledad Iucci.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

À son assemblée régulière du 14 octobre dernier, le Conseil d'administration a :

- nommé, pour l'exercice financier 1997-1998, la firme Raymond Chabot Martin Paré comme vérificateurs externes de l'Université;
- octroyé des grades, diplômes et certificats;
- adopté des modifications mineures aux instances de l'École supérieure de mode de Montréal;
- nommé Mmes Nicole Vézina et Monique Lortie cotitulaires de la Chaire GM en ergonomie;
- nommé Mme Marquita Riel représentante des vice-doyennes, vice-doyens au Comité de la vie étudiante;

- nommé, pour un premier mandat, Mme Claude Thomasset représentante du secteur des sciences humaines au Comité des publications;
- nommé M. Clément Lemelin directeur du module d'économique;
- adopté les modalités relatives au régime de perfectionnement et de congés sabbatiques pour l'année 1998-1999;
- engagé M. Serge St-Pierre comme professeur régulier au département de chimie;
- engagé M. Jose Del Pozo comme professeur régulier à temps complet au département d'histoire;
- engagé M. Peter Leuprecht comme professeur invité au département des sciences juridiques.

## COMITÉ EXÉCUTIF

À son assemblée régulière du 14 octobre dernier, le Comité exécutif a :

- nommé Mme Huguette April directrice intérimaire du Service des relations professionnelles;
- assigné temporairement M. Jean-Vianney Bergeron à la direction du Service des ressources humaines;
- désigné M. Pierre Robitaille adjoint intérimaire du vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires administratives;
- désigné Mme Jacinthe Drolet directrice intérimaire de la division planification et services du Service des ressources humaines;

- désigné Mme Danielle Pouliot et M. Robert Casoni du Service des archives et de la gestion des documents comme personnes autorisées à attester de la reproduction de documents;
- nommé Mme Marie Archambault directrice du Bureau des diplômés;
- désigné M. Rhéal Sauvé directeur intérimaire du Bureau des centres d'études universitaires et de la formation sur mesure;
- désigné M. Denis Vaillancourt directeur intérimaire du Service de l'audiovisuel.

## SOUTENANCES DE THÈSE

### En administration

M. Daniel Lozeau  
*Étude critique de la pratique de la gestion de la qualité des hôpitaux au Québec.*  
Direction de recherche:  
Mme Ann Langley  
le 3 octobre 1997.

### En histoire

Mme Lucie Piché  
*La jeunesse ouvrière catholique féminine et la dynamique du changement social au Québec, 1931-1966.*  
Direction de recherche:  
Mme Nadia Fahmy-Eid, directrice  
Mme Fernande Roy, codirectrice  
Le 30 octobre 1997.

### En philosophie

M. Luc Faucher  
*L'esprit morcelé: psychologie évolutionniste et philosophie de la psychologie.*  
Direction de recherche:  
M. François Latraverse  
Le 6 octobre 1997.

### En psychologie

M. Frédéric Guay  
*Construction et validation de l'échelle de motivation situationnelle (EMSI).*  
Direction de recherche:  
M. Robert Vallerand  
Le 2 octobre 1997.

M. François Martin  
*Étude des caractéristiques individuelles initiales lors des conflits agonistiques dyadiques chez la poule domestique (gallus domesticus): l'interaction de la masse pondérale, de l'expérience antérieure de dominance ou de soumission et de la familiarité avec le lieu de rencontre.*  
Direction de recherche:  
M. Jacques Beaugrand  
Le 3 octobre 1997.

M. Marc Lemieux  
*Le vécu quotidien de la séropositivité chez des mères: étude phénoménologique.*  
Direction de recherche:  
M. Paul Frappier  
Le 17 octobre 1997.

M. Stéphane Perreault  
*Identité, intérêt personnel et discrimination.*  
Direction de recherche:  
M. Richard Y. Bourhis  
Le 31 octobre 1997.

### En sciences de l'environnement

M. Hocine Zekkour  
*Contrôle de la formation de composés organochlorés par ozonation de l'eau.*  
Direction de recherche:  
M. Patrick Béron  
Le 2 octobre 1997.

M. Jean Zmyslony

*La contagion du paysage des Jardins-Façades urbains: Démonstration, modélisation et théorisation.*  
Direction de recherche:  
M. Daniel Gagnon  
Le 15 octobre 1997.

Mme Nathalie Boucher  
*Mécanisme d'inhibition du transport d'électrons des membranes thylacoïdiennes par des métaux divalents toxiques (Cu, Cd, Hg, Pb, Zn) et application dans la biodétection de la phytotoxicité.*  
Direction de recherche:  
M. Robert Carpentier  
Le 17 octobre 1997.

### En sociologie

Mme Marie Robert  
*De la médicalisation à la pénalisation des justiciables souffrant de troubles mentaux.*  
Direction de recherche:  
Mme Danielle Laberge  
Le 8 octobre 1997.

M. Paul Rose  
*La petite production indépendante dans le capitalisme périphérique Québec/Afrique du Nord.*  
Direction de recherche:  
M. Benoît Lévesque  
Le 10 octobre 1997.

# Sur le Net, le Registariat offre du neuf aux professeurs et chargés de cours!

Récemment, le Registariat a mis au point un nouveau service informatique destiné aux personnels enseignants. Ce service devrait permettre à tous les professeurs et chargés de cours d'ajouter des liens hypertexte entre leurs plans de cours (syllabus) et le répertoire électronique de l'ensemble des cours offerts à l'Université du Québec à Montréal. Ainsi, au moment de visionner le descriptif ou résumé d'un cours, tout étudiant pourra également, par jeu de touche, avoir accès au plan même du cours.

Pour ce faire, le professeur ou chargé de cours qui souhaite transmettre son plan de cours peut le faire de la manière suivante: en se rendant à la page Web du site du registraire ([www.regis.uqam.ca](http://www.regis.uqam.ca)), puis en allant au secteur «services» pour y retrouver la rubrique «services offerts au personnel» avec la mention «cours avec page Web». Une autre option, pour ceux qui ne veulent pas tout connaître de ce cheminement possible, est de composer l'adresse suivante: [http://www.regis.uqam.ca/cgi-bin/ajout\\_lien\\_cours.pl](http://www.regis.uqam.ca/cgi-bin/ajout_lien_cours.pl)

«Pour ce qui est de la transmission d'informations, notre environnement est tout à fait sécuritaire, de préciser le registraire Ygal Leibou.



Sur la photo, on retrouve Yves Bouchard (debout), directeur des systèmes d'information et de gestion des études au Registariat de l'Université du Québec à Montréal qui a supervisé le développement du nouveau service ainsi que Nicolas Ouédraogo, étudiant au baccalauréat en informatique de gestion, qui a vu à sa conception et réalisation.

Chaque transaction est encodée de manière à assurer l'entière sécurité de l'opération. De plus, tout professeur ou chargé de cours doit fournir son matricule et NIP - que l'étudiant ne verra pas - au moment d'expédier le plan de cours. Nous vérifions alors le sigle et le titre du cours; s'il y a erreur, nous avertissons électroniquement le professeur, sinon il reçoit une confirmation que son plan est désormais accessible aux étudiants.»

Enfin, un détail ne saurait être négligé pour l'utilisation de ce ser-

vice: au moment de l'envoi d'un syllabus, le cours doit être actuellement assigné au professeur ou chargé de cours, à défaut de quoi il sera refusé sur vérification officielle par le Registariat de l'UQAM.

## COMMISSION DES ÉTUDES

À son assemblée régulière du 7 octobre 1997, la Commission des études a :

- recommandé au CA de conférer les grades, diplômes et certificats à 661 étudiants;
- mandaté le registraire pour émettre une attestation d'études de programme court à 12 étudiants;
- recommandé à l'Assemblée des gouverneurs de conférer le grade de maître en analyse et gestion urbaines à neuf étudiants;
- nommé M. Michel Hébert directeur par intérim du diplôme d'études supérieures spécialisées en études américaines contemporaines pour la période prenant effet rétroactivement le 1er septembre et se terminant le 31 mai 1999;
- nommé Mmes Louise Rozon (ACEF), Johanne Deschamps (FTQ) et Lorraine Guay (Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec) comme membres externes du Comité des services aux collectivités pour un mandat se terminant le 31 mai 1998;
- recommandé la nomination de Mme

Claude Thomasset au Comité des publications;

- recommandé la nomination de M. Clément Lemelin à titre de directeur du module d'économique;
- fixé la période de candidature et d'élection pour les postes de directrices, directeurs de modules et de département du 8 janvier 1998 au 4 février 1998 inclusivement;
- approuvé la création du cours ADM 6625;
- approuvé la création des cours FFM 1010, FFM 1020 et FFM 1030;
- approuvé la création du cours FLM 1010;
- recommandé au CA d'approuver le projet de Modalités d'attribution des congés sabbatiques et de perfectionnement pour l'année 1998-1999.

## Campagne Centraide

## Participer à la lutte contre la pauvreté

Jusqu'au 21 novembre 1997, se déroulera à l'UQAM la campagne annuelle de Centraide sous le thème «Je donne, je change». L'objectif de cette campagne de souscription est fixé à 105 000 \$, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'an dernier.

La campagne, qui a débuté par le traditionnel petit déjeuner de lancement (16 octobre), se poursuivra par la vente de collations sur tout le campus vers la fin octobre, de préciser M. Yves Jodoin, directeur du Comité d'organisation de la Campagne Centraide-UQAM. Des tirelires seront également installées près des caisses enregistreuses dans les différentes cafétérias. Sans compter la publicité présente par courrier électronique, sur les bornes interactives et dans le Bulletin diffusé hebdomadairement à l'Université.

Soulignons que Centraide du Grand Montréal veut recueillir cette



Mme Christiane Gauthier, représentante-déléguée de Centraide du Grand Montréal auprès des cégeps et universités, et M. Yves Jodoin, directeur du Comité d'organisation de la Campagne Centraide-UQAM 1997.

année un montant record de 29,5 millions \$. Il s'agit d'une augmentation de 4 % par rapport au montant récolté l'année dernière, soit 28,3 millions \$. Grâce aux dons, Centraide pourra soutenir financièrement un réseau de 233 organismes communautaires qui

vient en aide à quelque 500 000 personnes démunies ou en difficulté dans la grande région de Montréal. L'objectif premier de ces organismes

est de faire en sorte que les gens qui vivent des difficultés puissent changer leur quotidien.

À l'UQAM, au cours de la semaine du 20 octobre, tous les membres de la communauté universitaire recevront un dépliant contenant un bordereau de souscription afin d'y inscrire leur don, et ce sous le sceau de la confidentialité. Trois modes de donation sont possibles: retenue sur la paie, façon la plus simple de contribuer, chèque ou argent comptant. En outre, chaque personne pourra, si elle le désire, indiquer des secteurs sociaux qu'elle souhaite aider, ou encore nommer des organismes où l'argent pourra être ou ne pas être versé.

Le Comité d'organisation, sous la direction de M. Jodoin, compte une dizaine de personnes, représenta-

tives de l'ensemble de la communauté universitaire: employés de soutien, étudiants, professeurs, chargés de cours, employés non syndiqués, cadres. Le Comité entend également accentuer la collaboration avec les étudiants, un aspect qui avait été négligé l'an dernier, de préciser M. Jodoin.

Rappelons que les secteurs d'intervention des organismes appuyés par Centraide sont multiples: aide aux jeunes, aux personnes ayant des besoins urgents, soutien aux familles, aux personnes handicapées, à l'autonomie des personnes âgées, aux personnes ayant des problèmes de santé, etc.. A noter, enfin, que 87 % des fonds recueillis par Centraide iront directement aux organismes et aux services à la communauté et que 13 % seront consacrés aux frais de campagne et d'administration.

## Importante délégation d'universitaires est-européens à la recherche de partenariats

Une délégation composée de 21 recteurs et vice-recteurs d'universités d'Europe centrale et orientale, membres de l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche (AUPELF-UREF), a récemment visité l'Université du Québec à Montréal.

Accueillis par MM. Jean-François Léonard, vice-recteur au partenariat et aux affaires externes et Jean-Pierre Lemasson, directeur du Bureau de la coopération internationale, les visiteurs, venant notamment de Bulgarie, de Roumanie, de Hongrie ainsi que de Moldavie, ont surtout voulu connaître les grandes particularités de l'UQAM par rapport aux autres universités, notamment francophones. De plus, ils ont mani-

festé un vif intérêt pour quatre grands champs d'études, soit la gestion, l'informatique, la chimie-biologie ainsi que les sciences juridiques.

Résumant l'objectif de leur venue dans notre université, Jean-Pierre Lemasson a rappelé que ces «recteurs et vice-recteurs ont tous la responsabilité de la filière francophone de leur université respective. Il s'agit pour eux d'identifier des partenaires, évidemment francophones, afin de les appuyer dans le développement d'une telle filière.» Bref, pour le directeur du bureau de la coopération internationale, cette visite traduit une volonté de participer au rayonnement de la francophonie «par l'intermédiaire de cette institution de prestige qu'est l'université».



Mme Lucie Parent, chef de projet Recherche, publications et communication à l'AUPELF-UREF (bureau de l'Amérique du Nord) ainsi que M. Jean-Pierre Lemasson, directeur du bureau de la coopération internationale de l'UQAM (tous deux au centre, à l'avant-plan) sont entourés de membres de la délégation de recteurs et vice-recteurs venant d'Europe centrale et orientale.